

## **INTERVIEW À L'ORGANISATION ETA GARA – 2011-11-11**

### **La déclaration de ETA a un caractère historique. Après 50 ans, comment l'organisation est-elle arrivée à cette décision ?**

La décision est liée au moment historique du processus de libération. Et même si elle est prise maintenant, l'origine de la réflexion peut se situer il y a au moins une décennie, quand nous avons commencé à considérer qu'il y avait en Euskal Herria les conditions pour la matérialisation du changement. Cependant, si on regarde en arrière, cela n'a pas été un processus structuré et linéaire. Nous pouvons dire que cela a été un processus de maturation d'une profonde réflexion.

Au milieu de cette réflexion, une question apparaissait : si nous avons mis en échec la tentative d'assimilation, et s'il y a des conditions pour le changement, que devons-nous faire pour que ces conditions soient des facteurs décisifs pour effectuer ce changement ? Ainsi, est née une nouvelle réalité. Le potentiel montré par l'expérience de Lizarra-Garazi a allumé toutes les alarmes de l'État, qui a décidé de faire un saut qualitatif dans sa stratégie : mettre la gauche abertzale, par le biais de l'illégalisation, en dehors du scénario politique. Sans base sociale, sans référent politico-institutionnel, et avec les possibilités d'approfondir la construction nationale annulées, l'objectif de l'État consistait à réduire l'initiative de la gauche abertzale à la seule lutte armée, qu'il espérait neutraliser par la répression policière.

Tout cela a provoqué un arrêt dans le processus de libération : le blocage. Plus grave encore, ça a mis les conditions créées en grave danger. La gauche abertzale devait prendre l'initiative, pour échapper à ce piège et poser les bases du nouveau cycle politique dont l'objectif devait être de matérialiser le changement. Mais cela ne pouvait pas être fait n'importe comment. Il fallait doter le chemin à parcourir de crédibilité et il était nécessaire de donner de donner une impulsion décisive pour ouvrir le nouveau cycle dans toute sa dimension. Il fallait fermer un cycle pour ouvrir totalement le nouveau. Et cela avait une incidence directe sur la lutte armée.

### **Par conséquent, en plus de débattre du moment historique, il fallait le faire aussi spécifiquement de la lutte armée...**

Oui. Et ce n'est pas un débat facile. Mais la préoccupation principale était la suivante : si Euskal Herria est toujours opprimée et si ses droits sont toujours violés, qu'allons nous faire pour détruire le mur construit par les États ? Selon nous, ces 50 dernières années, la lutte armée a apporté sa contribution, une grande contribution, pour arriver au moment dans lequel nous nous trouvons et pour créer les conditions actuelles. Mais elle a montré aussi des signes d'usure, pour, à l'avenir, renforcer le processus et parvenir à de meilleures conditions. Au moment dans lequel nous nous trouvons, obtenir la plus large adhésion possible à notre projet, accumuler des forces pour nous confronter à l'État en tant que peuple et activer la majorité sociale en faveur du changement seront les clés pour détruire ce mur. C'est pour cela qu'ETA a pris cette décision historique. Pour recueillir les fruits de ces années de lutte et les mettre au service de cette stratégie.

### **Pourtant, les autorités espagnoles disent que la décision est le fruit de la défaite. Qu'est-ce que vous leur répondriez ?**

Le discours de la défaite fait partie de la stratégie des États. Il est fabriqué dans l'objectif de provoquer le découragement au sein de la gauche abertzale et de neutraliser les options que cette décision ouvre en ce moment politique. Cependant, la réalité est toute autre et ce qui ressort est la nervosité de ceux qui se sentaient à l'aise dans la situation

antérieure. Comme nous l'avons souligné, les États ont mis en place le piège pour en finir avec la gauche abertzale, mais nous nous sommes échappés de ce piège et nous avons amené la confrontation à un nouveau scénario, hors de leur contrôle. De plus, la gauche abertzale n'a pas varié dans ses objectifs politiques et n'a pas cessé de lutter. Au contraire, le soutien et les options pour atteindre ces objectifs ont augmenté, de même qu'a grandi la crédibilité du chemin proposé. L'indépendantisme s'est fermement structuré et s'est pourvu de nouvelles ressources. La reconnaissance d'Euskal Herria et de son droit à décider est une réclamation de la majorité de la société basque. L'oppression de l'État et son attitude fermée sont de plus en plus vaines en Euskal Herria. Le conflit est à la vue de tous, et la nécessité de sa résolution se trouve au centre du débat politique. Et l'Espagne et la France auront plus de difficultés à le nier. Nous avons encore un bon bout de chemin à parcourir et ce ne sera pas facile, mais nous y allons. Avec une détermination totale.

### **Je sais que ce n'est pas un registre habituel pour vous, mais comment-vous êtes vous sentis après avoir pris cette décision ?**

Ce n'est pas facile d'expliquer ce que nous ressentons. Beaucoup de sentiments se mélangent. Une décision de cette dimension nous ramène en mémoire tous les compagnons qui appartiennent ou ont appartenu à cette organisation. Les compagnons que la lutte a emportés pour toujours. Ceux qui sont encore prisonniers. Tous les citoyens qui dans l'ensemble d'Euskal Herria ont aidé ETA. Les membres de la gauche abertzale. Elle nous rappelle les moments durs de la lutte, la difficulté, la souffrance. Mais elle nous rappelle aussi les magnifiques moments vécus avec les compagnons. Les joies et les peines que la lutte nous a donnés.

Il y a un grand sentiment de responsabilité. Pour ces compagnons, pour Euskal Herria, pour la lutte de libération. Il y a aussi le bonheur et la fierté pour tout ce que cette organisation, si petite soit-elle, a accompli jusqu'à maintenant. Il y a de la conviction et de l'espoir, en raison du nouveau scénario qui se présente au processus de lutte. Et l'espérance d'offrir un avenir en liberté à nos enfants.

Et, pourquoi le nier, il y a le sentiment d'avoir perdu quelque chose, un sentiment partagé par beaucoup de gens en Euskal Herria. Parce que ETA ne se résume pas à ses membres. ETA fait partie du peuple. Le chemin parcouru jusqu'à maintenant a marqué notre vie à tous. Il nous a donné une façon d'être, une identité. Il l'a donné à Euskal Herria. Et même en sachant que cette décision est prise pour donner une impulsion à la lutte de libération, il est difficile d'éviter ce nœud intérieur provoqué par tant de sentiments accumulés.

### **Comment analysez-vous les réactions suscitées par la déclaration ?**

On peut dire que dans la plupart des cas, c'est le plan préétabli qui a été suivi. Cependant, il faut souligner que tous ont constaté l'importance de la décision historique. Ils savent tous qu'un nouveau cycle a été ouvert et ils ont voulu fixer leur position en fonction de cette nouvelle période. D'un autre côté, en général, elle a reçu de nombreuses réponses positives dans la société basque et parmi les acteurs politiques et sociaux basques. La décision a renforcé la revendication de la résolution intégrale et des pas concrets sont demandés à Madrid et à Paris. Les deux gouvernements n'ont pas été à la hauteur. Comment peuvent-ils envisager de ne rien faire quand la société basque et d'importants acteurs internationaux les interpellent directement ? Le gouvernement de Gasteiz aussi est resté à côté de la plaque, loin de la réalité basque. C'est très bien d'ouvrir une ronde de dialogue avec divers acteurs, mais il est plutôt honteux qu'une initiative prise dans l'urgence ait pour objectif de dire qu'il n'y a pas d'urgence. En tout cas, plus que les réactions actuelles, c'est le comportement qu'aura chaque acteur à l'avenir qui est important, et pas seulement celui des gouvernements de France et d'Espagne. En Euskal

Herria, certains ont utilisé le prétexte de la lutte armée. C'est fini. Et maintenant ? Que fera ELA ? Que fera le PNV pour Euskal Herria ? Qu'est-ce qui va être fait pour obtenir le droit de décider ? Que vont faire le PSOE, le PP et l'UPN face aux demandes de la majorité de la société basque ?

**La « prudence » de Rajoy a été soulignée. Partagez vous cette appréciation ?**

Il est vrai que cette réaction rompt avec le discours négatif, agressif et sans sens tenu jusqu'à maintenant. Face à cette conjoncture politique, celui qui a de grandes chances d'être président de l'Espagne doit agir avec responsabilité, et il faut supposer que Rajoy l'a compris comme ça.

**La déclaration est la réponse que vous faites à la Conférence Internationale mais vous allez plus loin, non ?**

Oui. Bien qu'elle se situe dans la feuille de route dessinée par la Conférence Internationale, la décision a une dimension stratégique et répond au cycle qui s'est ouvert dans le processus de libération.

**Pourtant, la conférence a été une étape. ETA a-t-elle eu des relations, de façon directe ou indirecte, avec les acteurs internationaux ?**

Oui. Comme nous l'avons dit dans le communiqué de fin septembre, nous travaillons depuis longtemps pour donner une impulsion au processus de résolution et, pour cela, il était très important d'augmenter la participation de la communauté internationale. Pour cela, nous n'avons pas seulement eu des relations, nous avons aussi pris des engagements devant elle.

**Et avec le gouvernement espagnol ?**

Il n'y a eu aucune réunion directe entre ETA et le gouvernement espagnol. Cependant, nous pouvons dire que, ces derniers mois, nous avons eu une connaissance mutuelle, et que, d'après ce que nous savons, le PP est au courant.

**Une des contributions de la Conférence a été de s'adresser au gouvernement français. Comment devrait-il répondre ?**

Il devrait donner une réponse positive. La France est une partie du conflit et doit avoir une participation directe dans sa résolution. De plus, en France, de plus en plus de voix se lèvent pour demander des pas au gouvernement. Elle ne peut fuir plus longtemps ses responsabilités, comme si c'était un problème de l'État espagnol.

**Y a-t-il eu un accord, un pacte ou quelque chose de ce type ?**

En premier lieu, il faut expliquer que le processus actuel est différent de ceux que nous avons connus jusqu'à maintenant. Face à la fermeture des États, la gauche abertzale a pris la décision d'initier ce processus de sa propre initiative, sans attendre la volonté des États. C'est pour cela qu'elle a adressé son initiative et ses engagements à Euskal Herria et à la communauté internationale pour activer de plus en plus de forces en faveur d'une résolution juste et démocratique du conflit, jusqu'à faire se fissurer, petit à petit, la stratégie étatique. Cela a été une décision courageuse et nous croyons qu'elle continuera à porter ses fruits. Les États maintiennent leur attitude fermée, mais avec de plus en plus de difficultés, avec de plus en plus de dégâts.

Pour revenir à la question, il n'y a pas d'accord concret ou de résolution pour la sortie du conflit, mais la séquence des pas qui doivent être faits dans le chemin de la résolution est en train de se dessiner, formant une sorte de feuille de route. Les pas que doivent faire

les différentes parties sont définies, il n'y a qu'à les faire.

**Les élections générales espagnoles sont imminentes et le changement de gouvernement espagnol est annoncé comme certain. Compte-tenu des positions extrêmement dures que le PP a pu avoir, quelles conséquences peut avoir ce changement ?**

À notre avis, quel sera le parti qui gèrera le gouvernement espagnol n'est pas une variable décisive. De plus, en comparaison avec la position du PP, on ne peut pas dire que le PSOE ait montré une volonté particulière de se lancer dans la résolution démocratique du conflit. Quelle que soit la couleur du gouvernement de l'Espagne après le 20 novembre, il aura sur la table le conflit qu'il maintient en Euskal Herria. Il aura aussi l'appel concret de la Conférence Internationale et celui d'ETA elle-même. Ainsi que les revendications de larges secteurs de la société basque au sujet des droits des prisonniers politiques, de la fin de la stratégie d'illégalisation et de la reconnaissance des droits du peuple basque. Selon nous, plutôt que de tomber dans les spéculations, la clé se trouve dans l'implication d'un nombre toujours plus grand de citoyens autour de ces revendications et l'augmentation de la pression.

---

## UN REGARD VERS LE PASSÉ

**C'est une décision très importante. On peut parler d'étape historique. Avec un regard rétrospectif, quels ont été dans l'histoire d'ETA les autres moments aussi décisifs que celui-ci ? Autrement dit, quels autres moments historiques peuvent être comparés à celui-ci ?**

Dans le parcours politique de ces cinq dernières longues décennies, il y a eu beaucoup de résolutions importantes en lien avec les circonstances de chaque moment. Cependant, pour ETA, les décisions les plus importantes de son histoire, celles qui ont marqué et marqueront l'histoire récente d'Euskal Herria, sont trois. La première, en plein franquisme, quand ETA s'est constituée pour faire face à l'État espagnol et libérer Euskal Herria. La deuxième, quand la réforme espagnole n'a pas répondu aux réclamations d'Euskal Herria et que des divisions se sont produites entre les forces abertzale, avec la décision d'ETA de continuer la lutte armée. Et la troisième, celle de maintenant, avec l'annonce de sa fin. Quoi qu'il en soit, il faut dire clairement qu'ETA n'a jamais été un pur groupe armé de nature politique mais une organisation politique qui a décidé de pratiquer la lutte armée à un moment historique concret.

**Pourtant, le PNV dit qu'ETA est une erreur depuis sa naissance, ou du moins que la décision qu'elle annonce maintenant aurait dû être prise il y a 30-35 ans. Il affirme que tant ETA que la gauche abertzale se sont trompés face à la réforme du franquisme.**

En Euskal Herria, peu de gens voient la naissance d'ETA comme une erreur. Dans quelle situation était Euskal Herria ? Que proposait le PNV face à cette situation ? La naissance d'ETA a changé la situation en profondeur et a laissé des conséquences durables. Face à la désespérance que provoquait cette oppression étouffante, elle a élargi l'offre de la lutte pour la liberté et a en même temps donné une impulsion à la récupération politique, sociale et culturelle. Il est certain qu'il y a 34 ans, la possibilité de mettre fin à la lutte armée était sur la table. C'était à Xiberta mais l'élection du PNV a empêché cela, quand ce dernier a accepté le cadre de division imposé par l'Espagne et quand il a préféré se

plonger dans sa gestion.

En conséquence de cette élection, le PNV a obtenu des espaces de pouvoir, en échange de participer pleinement avec les forces espagnoles à la tentative de neutraliser l'indépendantisme. Quel est le bilan de cette élection en ce qui concerne l'avenir d'Euskal Herria ? Ayant été durant des années la force hégémonique et le gérant des principales institutions, qu'a fait le PNV pour que le droit à décider du peuple basque soit reconnu ? Quelles options le cadre en vigueur offre-t-il pour la liberté d'Euskal Herria ? C'est la stratégie du PNV qui a échoué. Et ce n'est pas ETA seule qui le dit, mais des secteurs de plus en plus larges de la société basque. C'est pour cela que le PNV utilise un discours aussi agressif contre la gauche abertzale. La gauche abertzale n'a pas mordu à l'hameçon, et dans la phase qui a suivi la réforme, elle s'est engagée dans la défense d'Euskal Herria, de même qu'elle s'est impliquée totalement dans la construction de la nation basque. À cette époque, face à la machine juridico-politique qui recherchait la disparition d'Euskal Herria, ETA a pris une décision transcendante : continuer la lutte armée. Et la lutte armée, entre autres choses, a empêché le modèle imposé de s'installer en Euskal Herria. Au moyen de la lutte armée, en autres choses, Euskal Herria a réussi à maintenir ouvertes les portes de la liberté.

### **Ils disent que ce sont eux qui sont à l'origine de la construction nationale...**

Heureusement, beaucoup de gens ont travaillé à la construction de la nation basque, et parmi eux, les militants du PNV. La construction nationale, c'est le peuple qui l'a faite : dans la dynamique pour l'euskara, la culture, l'enseignement, la défense de la terre, la défense des droits des travailleurs...

Le « travail de rue » a suppléé au manque d'engagement institutionnel. Plus encore, l'engagement populaire a du faire face aux attaques venues des institutions gérées par le PNV. Il n'y a qu'à voir le mal que le modèle libéral qu'ils ont soutenu a fait aux citoyen(ne)s. Euskal Herria est allé de l'avant grâce aux citoyens et au mouvement populaire et cela continuera dans le futur.

### **Cependant, l'histoire n'est pas parfaite. L'autocritique a-t-elle sa place sur ce qui a été fait durant toutes ces années ?**

Nous ne faisons pas une lecture linéaire de notre histoire. Nous savons que nous avons commis des erreurs, et que nous n'avons pas toujours fait les bons choix. Nous nous efforçons d'apprendre de ces erreurs et de les corriger dans la mesure du possible. En tant qu'organisation révolutionnaire, nous sommes guidés par une autocritique permanente, dont les changements de stratégie ou adaptations sont les conséquences.

Malgré tout, la gauche abertzale dispose d'une caractéristique qui la rend plus fiable que les autres forces : elle a toujours opposé les intérêts d'Euskal Herria à toute autre chose, et elle a toujours agi en sa défense avec courage et générosité.

### **Xiberta, Alger, Lizarra-Garazi et le dernier processus de négociation peuvent-ils être qualifiés d'échecs ?**

En aucune manière. Ces étapes historiques ne nous satisfont pas dans la mesure où elles n'ont pas pu être menées à leur terme, mais elles ont toutes laissé des traces positives, elles ont toutes apporté des enseignements.

Xiberta a peut-être été l'épisode le plus décevant. C'était la première occasion de répondre en tant que peuple à la négation d'Euskal Herria, mais ça n'a pas été possible. Cela a entraîné une rupture profonde, une blessure qui n'est toujours pas refermée après trois longues décennies. Une blessure qui a, elle aussi, alimenté le conflit. À Alger, nous avons réussi à faire asseoir l'État à la table des négociations. Cela a supposé la reconnaissance

du conflit et la reconnaissance concrète d'une organisation qui lutte pour la liberté ; ça a donné de la crédibilité au chemin choisi. Lizarra-Garazi a changé le scénario politique en profondeur et de façon permanente. Si, dans l'objectif d'isoler la gauche abertzale, le Pacte d'Ajuria Enea a conçu cette division entre violents et démocrates, les abertzale, les secteurs de gauche et les démocrates qui soutenaient que la clé de la résolution du conflit résidait dans le droit à décider du peuple basque se sont placés d'un côté et les partisans de la Constitution espagnole de l'autre. Les conditions dont nous parlons souvent aujourd'hui ont été semées avec ces graines-là. Et lors du dernier processus, les clés de la méthode et du contenu pour la résolution du conflit ont été établies.

Le processus de libération est dynamique et se construit grâce à l'accumulation de diverses expériences. Pour cela, il fallait assurément passer par ces phases pour arriver au point où nous en sommes. On peut dire que nous nous trouvons aujourd'hui dans le développement de tout cela, accumulant des forces et structurant un nouveau pouvoir négociateur. Nous bénéficions de toute cette expérience.

### **Cependant, les opportunités qui se sont présentées n'ont pas été approfondies. Pourquoi ?**

Chaque moment historique appelle une lecture spécifique et, certainement, il n'y aura pas de lecture unique et parfaite. Dans ces cas, chaque partie devra se demander si elle a fait tout ce qui était en son pouvoir. Cela ne veut pas dire qu'elles ont toutes la même responsabilité. La gauche abertzale a initié chaque processus dans l'intention de le mener à sa fin, avec responsabilité, dans l'objectif de parvenir à une solution juste et démocratique. ETA a respecté tous ses accords et a suivi la même ligne quand les processus ont été rompus formellement. L'État espagnol, en revanche, a agi avec fourberie. Il ne cherchait pas la paix et la résolution, mais à neutraliser la lutte de libération. Il a cherché la rupture des processus dès leur démarrage, parce qu'il considérait que ce serait la gauche abertzale qui en paierait les conséquences. Il faut citer aussi la position du PNV. Il est resté à regarder ses intérêts partisans, avec la peur de ce qui en sortirait si le processus allait de l'avant. À Alger, sa position a été déterminante dans la rupture, et dans le dernier processus, il s'est aligné sur l'État. À Lizarra-Garazi, il a mis le pied sur le frein quand il a vu la potentialité du processus pour faire le chemin vers l'indépendance.

En plus de la position de chaque partie, de tous les processus de la gauche abertzale est ressortie une conclusion commune : que l'activation populaire n'a pas été suffisamment approfondie. Le peuple doit avoir le premier rôle. Seul le peuple peut garantir le développement du processus.

### **Et pourquoi cela va-t-il être différent cette fois ?**

On ne peut pas savoir comment ça va être. La fin n'est pas encore écrite. Les citoyens basques, et spécialement les membres de la gauche abertzale, doivent l'avoir bien en tête. On peut avoir la tentation de penser que tout est prévu, que la situation sera résolue à on ne sait quelle table. Non. Les citoyens doivent construire le processus et les membres de la gauche abertzale ont une grande responsabilité. Personne ne nous donnera rien, nous devons le gagner avec le travail et la lutte quotidienne.

La gauche abertzale est entrée dans ce processus avec détermination. De plus, la décision de ETA renforce cette disposition. Après, le processus peut s'allonger dans le temps, en fonction du comportement des États et de la maturité des forces politiques. Mais il n'y a pas d'autre alternative que le processus lui-même. Le peuple doit l'alimenter pour le mener à son terme.

**Il paraît évident que pour arriver à cette conjoncture historique, la réflexion, le débat et les décisions de la gauche abertzale ont eu une grande influence. La résolution « Zutik Euskal Herria » a été approuvée début 2010. Vu d'aujourd'hui, quelle analyse ETA fait-elle de ce processus ?**

Nous voudrions faire une première remarque. La situation actuelle a souvent été reliée à ce débat. Il a son importance, dans la mesure où un exercice a été fait pour le changement de stratégie. Mais selon nous, pour le dire d'une certaine manière, nous nous trouvons dans la deuxième ou troisième année de ce pari politique, si ce n'est dans la 52ème. Nous pourrions sûrement retourner plus loin en arrière. Ce point de vue est fondamental dans la réflexion de la gauche abertzale, pour nous souvenir d'où nous venons et où nous allons.

Dans tous les cas, la gauche abertzale a bien mené sa réflexion. Elle a fait une lecture adéquate du moment historique du processus de libération et de la stratégie des États. Elle a établi une stratégie efficace pour surmonter le blocage du processus de libération et entrer dans la phase décisive dans les conditions générées par des années de lutte. La validité de cette stratégie se jouera à long terme, mais en comparaison avec la situation d'il y a deux ans -au vu de où nous étions et où nous sommes- le chemin parcouru a déjà démontré, malgré toutes ses déficiences, la fertilité du chemin ouvert et la viabilité du processus.

**En tout cas, dans ce processus, il est évident qu'il n'y a pas eu une pleine entente sur l'analyse de la phase politique, c'est du moins ce qui en est apparu...**

Oui c'est vrai. Il y a eu différentes lectures, et cela a influé sur le débat concernant les différents aspects de la stratégie : le moment d'ouvrir le processus, sa caractérisation ou la fonction de la lutte armée elle-même. Entre autres, s'il y avait un accord sur la stratégie, les divergences ont porté sur sa concrétisation. Et au-delà des différentes lectures, il y a eu d'autres problèmes, surtout sur la façon d'ouvrir et de développer le débat. Bien que la discussion ait été fructueuse, elle a laissé des blessures et des doutes. ETA, répondant à ses responsabilités, a fait son autocritique, parce qu'à ce moment-là, elle n'a pas rempli correctement la fonction qui lui revenait envers la gauche abertzale. Dans cette situation, l'État espagnol a fait un gros effort pour provoquer la division dans la gauche abertzale. Mais il n'a pas réussi, parce que la gauche abertzale a montré une grande maturité et une grande responsabilité. Des moyens ont été mis en place pour gérer les contradictions et unifier les critères, en acceptant toujours que des visions différentes puissent exister et c'est ce qui rend le débat légitime. Aujourd'hui, nous pouvons dire avec fierté qu'il existe une forte cohésion interne dans la gauche abertzale à la différence de ce qui se passe au sein de nombreuses autres forces.

**Différents responsables et représentants politiques ont concédé une grande transcendance au « récit » du conflit. Apparemment, il doit montrer clairement que l'origine principale du problème est ETA. Que répond ETA à cela ?**

Le récit du conflit, il faudra le faire pour en mener la résolution. Nous voulons que ce soit le récit du moment où Euskal Herria a retrouvé la paix et la liberté, pour l'histoire qui est étudiée soit celle de la naissance de l'État basque. Et nous voudrions que cela soit un exercice collectif, où chacun écrive la partie qui le concerne.

Cependant, ceux qui veulent écrire ce récit dès maintenant souhaitent maintenir pour toujours le peuple basque dans la situation d'imposition actuelle. C'est pour cela qu'ils veulent situer ETA comme origine du problème contre toute logique.

Le conflit n'a pas commencé avec la naissance d'ETA et ne s'est pas terminé avec

l'annonce de la fin de ses activités armées, comme le démontrent suffisamment clairement les revendications de résolution de la société basque.

---

## ESPACE DE NÉGOCIATION ETA-GOUVERNEMENT

**Vous vous montrez disposés à vous asseoir à une table pour aborder et donner une solution aux conséquences du conflit. Un des thèmes principaux est celui des prisonniers. Selon ETA, de quelle façon et dans quels termes faut-il l'affronter ? Où se situent les minima sur cette question ?**

En premier lieu, il faut lui donner une réponse en termes politiques et généraux. Quand nous parlons de fermer un cycle, la solution doit être collective. En second lieu, le processus doit entraîner le retour chez eux de tous les prisonniers et prisonnières politiques. Toute autre option ne peut être envisagée que depuis une position de vengeance ou pour des intérêts politiques particuliers, mais pas si on prétend construire une solution ferme et durable. Quelqu'un peut-il imaginer la paix avec les prisons espagnoles et françaises pleines de prisonniers politiques basques ?

Une autre chose, importante aussi, est de savoir comment on mène cela à bien. C'est de cela qu'il faut parler et c'est sur cela qu'il faut s'accorder à la table de dialogue.

Le temps a aussi son importance. Ce problème doit être résolu le plus vite possible, tant pour l'aspect politique que pour l'aspect humain. Cela devrait donner au processus une grande force et une grande crédibilité.

**Et les réfugiés ? Il peut y avoir des situations très disparates dans ce Collectif.**

Il y a des situations différentes, oui, et la résolution de certaines d'entre elles ne devrait pas tarder. Le Collectif des Réfugiés lui-même a pris ce chemin il y a longtemps, sous forme d'initiative politique. De plus, le manifeste concernant les prisonniers politiques sert aussi dans ce cas. Tous les réfugiés basques doivent rentrer chez eux.

**ETA prétend-elle représenter tous ceux-là, ou ces Collectifs doivent-ils avoir leur propre voix ?**

Ces Collectifs ont leur propre voix et doivent continuer à l'avoir, sans aucun doute. Dans la mesure où ce sont des acteurs politiques, ils ont le droit de participer au processus. Pour construire un scénario de paix et de liberté, ils sont parmi les acteurs politiques principaux d'Euskal Herria, et nous croyons qu'ils ont une fonction importante au moment d'impulser et de renforcer le processus.

Dans l'espace de négociation, dans la mesure où les conséquences du conflit dans sa globalité doivent être résolues, ETA assume la gestion de ces aspects. Elle ne le ferait pas sans l'accord de ces deux Collectifs. De plus, en ce qui concerne la négociation, ETA a pris un engagement concret : elle ne prendra aucune décision qui affecte les prisonniers sans leur approbation.

**La question des victimes va créer une grande expectative, et peut-être beaucoup de polémique. Quelle sera la position de ETA ?**

Sur ce thème, plane l'ombre de l'utilisation politique et de la manipulation. La principale victime du conflit est Euskal Herria, un peuple qu'ils ont cherché à faire disparaître et qui a toujours été attaqué. Un peuple qui n'a pas pu construire son avenir en liberté. Les principales victimes ont été les femmes et les hommes basques. Aucune génération n'a connu la paix et la liberté. Qui mesure le mal et la souffrance que cette réalité a



provoqués ? On parle de la souffrance de ces 43 dernières années, mais qui met la limite ? On pourrait remonter bien plus loin dans le temps. Nous pourrions citer tous les assassinats subis par le peuple basque depuis un siècle. Ou la confrontation armée n'a pas pris racine dans les braises laissées par le bombardement de Gernika ?

La confrontation armée de ces dernières décennies a causé beaucoup de souffrance, sans le moindre doute. Les actions d'ETA aussi. Nous ne sommes pas insensibles. Nous avons connu la souffrance dans notre propre chair. Nous savons ce que c'est de perdre des compagnons de lutte, ce qu'est la douleur, ce que cela suppose de ne pas être auprès de ceux que nous aimons.

Mais nous ne pouvons pas être d'accord avec la lecture qui cherche à faire oublier les clés du conflit. Nous ne pouvons pas être d'accord avec cette intention de condamner la lutte pour la liberté. Nous ne pouvons pas être d'accord avec cette réalité unique qu'ils prétendent nous présenter, ni avec cette attitude fasciste et la soif de vengeance qui sont alimentées ces dernières années en Espagne.

ETA a un engagement absolu avec le processus de résolution. Il faut offrir une solution définitive au conflit, dans sa globalité, dépassant toutes les violences et abordant les racines de ce conflit. C'est le seul chemin pour construire un scénario de paix réel et durable et pour garantir que le conflit ne provoquera plus de souffrance.

En même temps, il faut travailler la mémoire historique. On parle beaucoup de la reconnaissance de la souffrance et des victimes. C'est important. Et il y a de multiples victimes et souffrances générées par la violence des États qui n'ont toujours pas été reconnues : le terrorisme d'État, la torture, les assassinats de militants d'ETA, la violence des forces de police... Dans la majorité des cas, ils vont jusqu'à nier ce qui s'est produit.

### **Euskal Herria est rempli de forces de police. Le processus doit-il influencer sur cette situation ?**

Le processus doit comporter la démilitarisation d'Euskal Herria, sans aucun doute. La fin de la confrontation armée ne pourrait se comprendre si Euskal Herria restait rempli de forces armées. Parce quel pourrait être leur objectif si ce n'est d'écraser la volonté des citoyens basques ? Quelle serait leur fonction si ce n'est la persécution de l'activité politique de l'indépendantisme ? Si la solution doit être démocratique, cela ne peut se passer sous la menace de forces armées.

De plus, c'est un pas fondamental aussi pour fermer les blessures causées par le conflit. Les différents corps armés ont causé beaucoup de souffrance à ce peuple. Les pages les plus sombres du récit dont nous avons parlé ont été écrites par la Guardia Civil. Cela supposerait un pas de grande importance pour la conscience collective des citoyens basques.

### **Êtes-vous disposés à parler de désarmement ? Avez-vous parlé ce ça, par exemple, avec la Commission de Vérification ?**

La question des armes est comprise dans l'agenda de la négociation entre ETA et l'État, et nous sommes disposés à parler de cela et à prendre d'autres engagements, dans la logique de la solution à toutes les conséquences du conflit.

Quant à la deuxième question, nous n'avons pas abordé ce sujet avec la Commission de Vérification. Elle pourra certainement jouer un rôle mais il faut aller pas à pas.

### **Quel modèle de négociation prévoyez-vous ? Où, comment, qui, devant qui ?**

Il faut configurer un modèle de négociation fort et efficace. Pour cela, il faut commencer des conversations directes entre ETA et les États espagnol et français, avec la dynamisation d'un acteur international qui aide le processus.

Nous considérons aussi que la participation des observateurs internationaux est fondamentale pour faire le suivi du développement des accords qui seront adoptés et par conséquent, comme garantie de l'accomplissement de ces accords.

En ce qui concerne l'agenda de négociation, selon nous, il y a trois thèmes principaux : le retour chez eux de tous les prisonniers et réfugiés politiques basques, la non-utilisation des armes par ETA et la démilitarisation d'Euskal Herria.

À la table des négociations, il faut convenir de formules pour développer tout cela, et on peut prévoir que l'aide d'assesseurs sera nécessaire.

Le modèle est plus ou moins établi selon l'expérience des processus précédents. Et ETA y est disposée.

Par conséquent, le processus de dialogue peut commencer demain même si les gouvernements donnent une réponse positive.

### **Et si les États ne sont disposés à aucun pas significatif ?**

Il se peut qu'ils essaient, en croyant qu'en bloquant cette voie ils freineront le processus politique. Ou qu'ils le fassent parce que, simplement, ils ne veulent aucune solution. En observant les expériences antérieures, on ne voit aucune raison de croire en la volonté des États.

Cela rendrait la solution plus difficile dans la mesure où le processus requiert la participation des États. Comment pourrait-on y faire face ? En assumant le défi. Il faut agir avec patience, sans se résigner, en continuant la lutte et le travail quotidien, en regroupant de nouvelles forces, en rendant plus efficaces celles qui sont déjà là...

Le processus ne va pas se développer qu'à la table des négociations : la revendication et la pression populaires ont une fonction décisive. De plus, la décision de ETA a donné une responsabilité supplémentaire aux citoyens, et spécialement à la base sociale de la gauche abertzale. Ce sont des temps d'engagement. Et il est fondamental d'en être conscient.

---

## SOLUTION POLITIQUE

**Le fait que le conflit requiert une solution politique est une conviction largement répandue en Euskal Herria. De plus, les voix qui réclament une nouvelle structure juridico-politique sont de plus en plus nombreuses. Le droit à décider est également une référence. Comment ETA observe-t-elle le développement de l'espace de la résolution politique ?**

La résolution politique doit répondre aux clés du conflit pour qu'Euskal Herria s'installe dans une situation démocratique. Le premier pas est le processus de dialogue qui doit être développé entre les acteurs politiques et sociaux basques.

Il est évident que ce processus devra être mené sans aucun type de violence ou d'ingérence. L'objectif des négociations devra être un accord démocratique qui comprendra une formulation pactée de la reconnaissance d'Euskal Herria et du droit à décider. De cette façon, tous les projets politiques seraient matérialisables, y compris celui de l'indépendance.

L'accord démocratique devrait recevoir l'appui légitimant des citoyens basques, sous la forme d'une ratification par une consultation populaire. À partir de là, devrait s'ouvrir un processus de négociation entre les États et une représentation des acteurs politiques et sociaux d'Euskal Herria.

L'objectif de ces négociations ne porterait pas sur le contenu de l'accord démocratique, parce que cela revient qu'aux acteurs politiques et sociaux et aux citoyens basques, mais

sur la façon de l'appliquer.

**Derrière ces opinions, y a-t-il une volonté de tutelle de la résolution politique ? Il s'agit de l'une des accusations qui est toujours adressée à ETA.**

ETA ne sera jamais une menace pour ce processus, comme cela a été dit très clairement. Elle ne l'a jamais été. ETA a son opinion et mène ses réflexions. C'est ce que nous sommes en train de faire. Mais ETA ne sera pas assise à la table des négociations politiques. C'est l'unité populaire, principale référence politique de la gauche abertzale, qui représentera cette dernière dans son ensemble.

Les forces favorables à l'Espagne et à la France devraient participer par le biais des représentants que ces partis ont en Euskal Herria. C'est nécessaire. Mais à partir de là, le processus ne doit subir aucun type de menace ni d'ingérence extérieure. Ni des États ni de personne. Ça doit être un processus caractérisé par la volonté et le désir des citoyens basques ; basé sur leur parole et leur décision.

**À d'autres occasions aussi vous avez dit que la volonté des citoyens constitue la base et la référence. Croyez-vous que les choses ont suffisamment avancé pour que cela soit possible ?**

Les choses ont avancé en ce qui concerne la conscience et la maturité politique des citoyens basques. Ils veulent prendre la parole, tant dans le processus démocratique que dans le quotidien de la vie politique et sociale.

En ce qui concerne les forces favorables à l'Espagne et à la France, elles n'ont pas encore fait cet exercice démocratique. Si elles peuvent imposer leur projet par la force, elles se fichent de la volonté populaire. Il n'y a qu'à voir l'arrogance du gouvernement de Gasteiz, malgré le fait qu'il soit conscient de son manque de légitimité démocratique.

Dans tous les cas, il ne sera pas facile pour eux de tourner le dos à la volonté des citoyens.

**Les forces politiques auront-elles la maturité suffisante pour matérialiser un accord politique qui réponde aux racines du conflit ?**

La société basque n'acceptera pas autre chose. Malheureusement, dans certains secteurs, on ne perçoit pas une maturité suffisante. Ils ont peur de perdre la position privilégiée que leur ont octroyé la division d'Euskal Herria et l'imposition. Pour cela, ils voient le processus comme une menace, quand il devrait être une opportunité pour tout le monde. Nous croyons qu'ils se trompent, parce que le peuple basque n'accepte plus les offres politiques basées sur l'imposition. Ces partis savent que dans la situation qui s'est ouverte en Euskal Herria, ils doivent reconsidérer leurs positions s'ils ne veulent pas trop s'éloigner de la société basque. Il reste à voir si les résultats de cette réflexion les mène à se plonger dans le processus démocratique. Pour cela, c'est la société basque qui détient la clé. La processus s'accélère en raison de l'exigence et de l'activation populaire.

**Il y a beaucoup de doutes autour de la façon de résoudre la question de la territorialité.**

C'est une des questions clés du processus. L'Espagne et la France ont creusé la première tranchée dans la division territoriale. Et avec une situation d'imposition qui dure depuis des années, ils ont creusé un profond ravin. Mais la résolution du conflit politique doit aborder l'ensemble d'Euskal Herria. Le dialogue entre les acteurs politiques et sociaux basques doit rechercher une formulation concrète pour la reconnaissance de la réalité nationale en Euskal Herria ; compte-tenu de la réalité institutionnelle actuelle, mais sans que la profondeur de ce ravin devienne un problème insoluble.

**Il est évident que les rythmes seront différents. Voyez-vous des possibilités pour qu'il y ait aussi des changements significatifs en Ipar Euskal Herria ?**

Il est clair que la confrontation avec les États a eu une évolution différente, de même que la perception de la société et l'évolution du nationalisme. Cela doit être pris en compte et peut influencer sur les rythmes et les façons de mener le processus.

Mais en ce qui concerne les contenus, le conflit politique étant le même, les clés de la résolution sont les mêmes également : la reconnaissance et le droit à décider. En Lapurdi, Baxe-Nafarroa et Xiberua, il y a une conscience importante de cela, et de très larges secteurs revendiquent une institution propre qui garantisse la reconnaissance d'Euskal Herria et qui le dote des ressources nécessaires pour répondre à ses besoins. Le défi est de structurer tout cela, dans l'objectif de parvenir à l'accord démocratique. L'évolution de tout le processus et la Conférence Internationale peuvent donner une impulsion pour cela.

---

PROJET POLITIQUE

**Quel pourrait être le premier défi du processus qui s'est ouvert en Euskal Herria ? Historiquement, la gauche abertzale a fait des propositions concrètes dans le sens d'un cadre démocratique. Peut-on arriver à ce niveau ? À priori, cela n'est pas garanti par le processus, n'est-ce pas ?**

En plus de surmonter les conséquences du conflit, il faut que l'accord démocratique mette le conflit politique dans la voie de la solution et qu'il établisse le plancher démocratique. C'est le premier objectif du processus : la reconnaissance d'Euskal Herria et de son droit à décider. Une fois ce jalon installé, chaque force politique aura la possibilité de présenter sa proposition. C'est alors que la gauche abertzale fera la sienne. Comme vous le dites, il n'y a aucune garantie qu'elle puisse primer. Cela dépend du niveau d'adhésion que chaque proposition sera capable de recueillir.

**L'objectif d'un État basque indépendant a toujours été souligné. Depuis le pas historique que vous venez de faire, comment peut être le chemin jusqu'à ce stade ?**

Nous sommes en train de faire le chemin vers l'indépendance. Nous sommes en train de structurer l'indépendantisme pour qu'il ait la référentialité et le rôle qu'il doit avoir dans la vie politique d'Euskal Herria. Nous avons fait des pas importants et nous avons reçu le soutien de nombreux citoyens. Mais dans ce nouveau cycle que nous venons d'ouvrir, la gauche abertzale doit se préparer à faire le chemin jusqu'au bout. Avec une perspective à long terme, pour renforcer les alliances et recueillir l'adhésion de la majorité des citoyens. Et pas seulement cela : nous devons créer les mécanismes qui nous permettront de devenir un État : un État qui sera au service des citoyens et qui garantira la justice sociale. La construction nationale doit être le ciment fondamental de la stratégie indépendantiste. Et cela exige de faire un saut important dans l'organisation, renforcer la principale référence politique de la gauche abertzale, de caractère indépendantiste et socialiste. De plus, au fur et à mesure que le processus avance, de nouvelles énergies devront être libérées pour la stratégie indépendantiste, comme celles qui jusqu'à maintenant ont eu d'autres tâches liées au conflit.

La gauche abertzale se trouve face à un grand défi, aussi beau que difficile. En ce qui concerne les phases, nous prévoyons un processus long et échelonné, pendant que se créeront les conditions nécessaires pour faire le saut vers l'indépendance. La première

bataille principale sera centrée sur l'obtention de la reconnaissance d'Euskal Herria et du droit à décider. Ensuite, on peut prévoir l'ouverture d'une phase de transition entre la reconnaissance du droit à l'autodétermination et son application. Pour cette phase de transition, la gauche abertzale devra faire sa proposition tactique pour l'obtention de l'unité territoriale et trouver de nouvelles ressources pour approfondir la construction nationale.

On ne peut pas savoir combien de temps durera cette phase ; cela dépendra des conditions que nous sommes capables de créer et du niveau d'adhésion que recueillera le projet indépendantiste.

**La crise économique a remis en question tout le modèle. La gauche abertzale, en plus du changement politique, assure qu'il faut aussi un soutien social. Ce processus peut-il apporter quelque chose dans ce domaine ?**

Il doit le faire, sans aucun doute. Le processus est intégral et a beaucoup de variables ; entre autres choses, celle du modèle social et économique. Euskal Herria a besoin de mécanismes pour répondre à la situation actuelle, instruments qui répondront aux besoins des citoyens basques. Et cela est étroitement lié à la reconnaissance d'Euskal Herria et de son droit à décider. Y compris en ce moment où, du point de vue économique, la dépendance envers l'Espagne et la France est en train de devenir un fardeau.

**Les États ont-ils une autre offre politique pour les Basques ? Concrètement, l'État espagnol subit une profonde crise. Que peut entraîner cette situation ?**

Les États n'ont aucune offre politique pour Euskal Herria. Le modèle qu'ils nous imposent ne répond pas aux besoins des citoyens basques et n'a aucune réponse aux demandes du peuple. Vous parlez de la crise de l'État espagnol, c'est vrai qu'elle existe. En plus de ma crise économique, ils vivent une autre profonde crise politique et institutionnelle. Le modèle autonome créé à partir de la réforme politique est en train de chanceler. Et les disputes entre les pouvoirs de l'État sont constantes. Il faut ajouter à cela la culture politique implantée en Espagne qui entraîne le fait que le débat entre les partis se déroule de façon agressive et démesurée. C'est le résultat d'une instabilité structurelle.

Sans offre politique et avec la crise structurelle qu'elle vit, l'Espagne est consciente de sa faiblesse stratégique en ce qui concerne le processus en Euskal Herria ; que dans cette situation, le processus va au-delà de la résolution démocratique et qu'il a une dimension stratégique. Dans ce processus, il n'y a pas que la reconnaissance des droits d'Euskal Herria qui est en jeu, mais aussi les scénarios qui peuvent être ouverts avec les pas suivants. C'est une confrontation entre projets. Pour cette raison, on peut prévoir que l'État espagnol, conscient de sa faiblesse stratégique, essaiera par tous les moyens de retarder et de faire obstacle au processus politique. L'État ne sera pas un interlocuteur fiable ; il ne l'a jamais été, mais il le sera encore moins maintenant. Il est possible que, pour cette raison, le processus se bloque. Et il faudra répondre avec des initiatives unilatérales, avec des revendications souverainistes unilatérales. Maintenant plus encore qu'avant, l'avenir appartient au peuple.